



## La résilience de l'économie saoudienne en 2020

**La crise sanitaire a fortement affecté les performances économiques de l'Arabie saoudite au premier semestre 2020.** Le PIB s'est contracté de -4,0% en glissement annuel (g.a.). Le secteur pétrolier a été particulièrement impacté sous le double effet de la chute des cours et des réductions de production décidées par les principaux producteurs en avril dernier. Le PIB pétrolier s'est ainsi contracté de -4,9% au 1<sup>er</sup> semestre (g.a.). Le secteur non pétrolier a enregistré une baisse d'activité de -3,3% sur la période, conséquence, pour l'essentiel, des mesures de restrictions sanitaires. La baisse d'activité a été concentrée sur le 2<sup>ème</sup> trimestre, avec une contraction du PIB de -7% g.a., dont -8,2% pour les activités non pétrolières et -5,3% pour le secteur des hydrocarbures. Cette contraction d'activité s'est traduite par une forte montée du taux de chômage des citoyens saoudiens, qui est passée de 11,8% au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 à 15,4% au second trimestre.

**Un rebond d'activité est attendu dès le second semestre 2020,** dans le contexte d'une amélioration progressive de la situation sanitaire, d'une levée partielle des restrictions à la mobilité, et des effets du plan de soutien au secteur privé. Dès le mois de mars, la Banque centrale avait abaissé son taux directeur de 125 points de base, à 1%, et procédé à l'injection de liquidités dans le système bancaire à hauteur de 3% du PIB, pour assurer la stabilité du système financier et garantir le financement du secteur privé. Le secteur bancaire saoudien est bien capitalisé, liquide et peu affecté par les prêts non performants.

**Pour 2020, le ministère des Finances prévoit une contraction du PIB de -3,8%, avec une perspective de rebond de +3,2% en 2021 et de 3,4% en 2022.**

**Au plan budgétaire, le déficit pourrait être contenu à 12% du PIB en 2020,** contre un déficit de 4,2% en 2019. Au premier semestre, les revenus ont diminué de -36% par rapport à la même période en 2019. Les dépenses ont diminué de -8%, dont -36% pour les dépenses d'investissement. Le déficit budgétaire du 1<sup>er</sup> semestre a été financé par des émissions obligataires à hauteur de 60% et par ponction sur les réserves en devises pour le solde. Le niveau de déficit prévu pour 2021 est de 5,1% du PIB, avec une réduction les années suivantes et un objectif d'équilibre en 2023.

**La stratégie des finances publiques s'inscrit dans une trajectoire de réduction progressive et d'une plus grande efficacité des dépenses.** Un recentrage des priorités sur les programmes de la Saudi Vision 2030 est attendu. Côté recettes, la **diversification des sources de revenus sera poursuivie**, le secteur pétrolier représentant 69% du total des recettes budgétaires. L'augmentation des droits de douanes intervenue en juin dernier, suivie du triplement du taux de la TVA de 5% à 15% au 1<sup>er</sup> juillet, illustrent clairement cette politique de diversification. Cette hausse de la TVA s'est traduite par une augmentation des prix à la consommation de 6,1% à fin juillet. L'inflation pourrait atteindre 3,7% en 2020 et 2,9% en 2021.

**L'Arabie saoudite dispose des capacités pour financer temporairement un niveau élevé de déficit :** en révisant à la hausse ses émissions souveraines (la dette publique représentait 24% du PIB fin 2019, soit 190 Mds USD) et en puisant dans ses importantes réserves en devises (57% du PIB, 450 Mds USD) qui représentent 28 mois d'importations. La dette publique pourrait atteindre 34,4% du PIB à fin 2020.

**L'évolution des cours du pétrole restera déterminante pour le retour à l'équilibre budgétaire.** Un prix moyen du baril de Brent de l'ordre de 42 USD en 2020 et de 50 USD en 2021 est une hypothèse retenue par de nombreux analystes. En l'absence de communication par les autorités saoudiennes, le FMI estime que l'équilibre budgétaire de 2021 nécessiterait un cours du baril à 66USD.

Au niveau des comptes extérieurs, **le solde courant, traditionnellement excédentaire, devrait être légèrement déficitaire en 2020** à -1,5% du PIB. Les réserves en devises de la Banque centrale devraient ainsi légèrement diminuer, sans remettre en question la solidité de la position extérieure du pays.